

//// contact@lejournaldelham.fr //// www.lejournaldelham.fr

Images d'hier et d'aujourd'hui



Au début du siècle dernier, M. René Moroy-Gomart était fabricant de meubles à Ham. Et dans son vaste magasin de la rue du Général Foy, il vendait tout ce qui concernait l'ameublement, la tapisserie et la décoration. Détruit dans l'incendie de la ville, le 6 septembre 1918, son magasin a été reconstruit après la guerre et l'activité s'est poursuivie jusqu'aux années « quarante ». Sur cette carte postale des années « trente », M. Moroy et son véhicule de livraison sont immortalisés. Après la dernière guerre, Francis Duboy, gendre de M. Moroy, reprend l'établissement en bazar, spécialisé dans les jouets. Puis, c'est Madame Bataille qui prend la succession jusqu'en 1983. A partir de cette date, c'est un commerce d'un tout autre genre qui investit les lieux : un magasin d'électroménager-image-son-multimédia, à l'enseigne Gitem, créé par M. Jean Arrasse. A l'heure de la retraite, en 2000, ce dernier passe la main à M. et Mme François Patté. Avec le concours du Cercle cartophile de la région de Ham.

« Il n'est pas interdit... »



Editorial
par Jean-Pierre
Le Keraou

« Il n'est pas interdit d'être de gauche et de bon sens », a déclaré Emmanuel Macron, notre nouveau ministre de l'économie. Ainsi peut-on appartenir à la gauche et envisager d'autoriser le travail le dimanche, de revoir les seules sociaux pour les PME, de négocier le temps de travail au niveau de l'entreprise, de simplifier le code du travail, tout simplement parce que cela contribuerait à « recréer les conditions pour investir, produire et innover », donc créer des emplois.

Tous les élus de gauche qui gèrent des collectivités locales le savent, les ressorts de l'économie n'ont pas de couleur

politique et le principe de base en est simple : on produit d'abord, on distribue ensuite. Si on fait le contraire, on court à la faillite. Pascal Lamy le rappelait dimanche (1), ce qui différencie la gauche de la droite, c'est l'intolérance aux inégalités, mais lorsqu'il n'y a plus de croissance, il est difficile d'en partager les fruits. L'urgence, pour le gouvernement Valls II, est donc de mettre en œuvre tout ce qui peut relancer la mécanique. En réalité, il n'y a objectivement dans cette stratégie rien de nouveau, c'est celle clairement annoncée par le président de la République le 14 janvier dernier. Sauf qu'on accélère le tempo, parce que nécessité fait loi et parce que l'occasion fait le Macron. Involontairement, Arnaud Montebourg, en franchissant allégrement les bornes, a décenté la situation, rendu service à l'Elysée, surtout à Matignon et probablement au parti socialiste en dépit du psychodrame de la semaine dernière. A défaut d'avoir une culture réformiste, ce dernier aura sans doute un instinct de survie et la plupart de ses élus savent que le PS n'a pas d'autre choix que celui de se convertir, comme ses homologues européens, à la social-démocratie. La gauche au pouvoir sera jugée sur ses résultats sur le chômage. Or, les réformes structurelles sur lesquelles elle engage enfin le pays, si elles sont les seules efficaces, ne donneront pas de résultats immédiats. Le délai d'ici à 2017 risque donc d'être très court pour qu'elle en tire un bénéfice électoral. Quel que soit son sort politique à court terme, s'il parvenait à réformer la France en l'inscrivant